

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 45 (1995)  
**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** Le pacifisme européen 1889-1919 [Verdiana Grossi]

**Autor:** Giesen, Klaus-Gerd

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

valorisation de la différence, au détriment de leur affirmation comme individus. C'est ainsi qu'en Angleterre et aux États-Unis le suffrage sera accordé aux femmes au nom des services rendus pendant la guerre et non en reconnaissance de leurs droits.

Au-delà de cette dichotomie, d'autres variations dans la conception de la citoyenneté apparaissent, relevant cette fois de l'ordre des priorités imposé par le contexte. Soulignons au passage que ce n'est pas un des moindres mérites de ce colloque que d'avoir permis de mettre en évidence la multiplicité des formes prises par les mouvements d'émancipation féminine. Ainsi au Québec, le rôle joué par le Code civil dans leur exclusion conduit les femmes à privilégier l'obtention d'une citoyenneté civile (A. Lévesque). De même, en Belgique, la nécessité de sortir d'une situation d'arriération sociale et économique pousse les féministes à subordonner le problème du suffrage à celui de l'éducation et de la formation, promouvant une sorte de citoyenneté professionnelle (E. Gubin). Ces fluctuations montrent la nécessité de s'interroger sur le lien existant entre définition de la notion de citoyenneté et structures dominantes (notamment le régime juridique en vigueur), ou encore traditions de pensée, comme le montre la forte imprégnation évangélique de l'engagement des féministes britanniques, fondé sur la conscience d'une spécificité morale des femmes (A. Summers).

Les paradoxes inhérents à la conception d'une citoyenneté ayant renoncé au principe d'égalité qui en est précisément la base, trouvent leur expression amplifiée dans un dernier cas de figure, celui de la reconnaissance du suffrage féminin dans une perspective réactionnaire. C'est ainsi qu'en Belgique, au tournant du siècle, ce principe progressiste dans son essence est défendu par les catholiques, qui y voient un moyen de consolider leur position en s'assurant le soutien de la partie de la population considérée comme la plus perméable à la religion et au conservatisme. Cette dynamique négative de la promotion des droits des femmes, à laquelle s'apparentait déjà le projet de code civil proposé, au début des années 1880, par un juriste belge jouant de mesures progressistes à des fins essentiellement conservatrices (cf. R. Beauthier), constitue un aspect essentiel de l'histoire du féminisme, qui, emprisonné dans des impasses structurelles et idéologiques, pouvait trouver dans ces processus contradictoires des brèches dans lesquelles s'engouffrer.

Au terme de cette lecture, on constate que, au-delà de sa contribution à l'histoire du féminisme et de ses enjeux, l'analyse de la construction des genres s'impose comme une clé d'accès à la compréhension des logiques globales qui sous-tendent la modernité. Par ailleurs, ses perspectives de travail et ses méthodes peuvent se révéler patriculièrement fructueuses dans l'approche de certains problèmes actuels; ainsi la dialectique qu'elle développe à travers l'articulation des catégories égalité/différence dans la réflexion sur l'opposition entre universalisme individuel et particularismes communautaires.

*Diana Le Dinh, Paris*

Verdiana Grossi: **Le pacifisme européen 1889–1919**. Bruxelles, Établissements Bruylant, 1994. 512 p.

Le siècle allant de la fondation de la première Société de la paix à Londres en 1816 à l'éclatement de la Grande Guerre en 1914 a souvent été qualifié d'âge d'or du pacifisme européen. Durant cette période, l'institutionnalisation des doctrines pacifistes (au pluriel) – qu'elles fussent d'essences religieuse, fédéraliste, socialiste ou kantiste – en véritables mouvements sociaux nationaux ou transnationaux

constitua sans doute l'antidote à l'universalisation d'une nouvelle figure politique: l'Etat-nation. Son hégémonie idéologique, sa tendance à concentrer le pouvoir et ses formidables capacités d'organisation de la sphère politique en firent la cible privilégiée des utopistes rêvant soit de rapports harmonieux entre les peuples par le développement du libre-échange commercial et du droit international public, soit situant la véritable dimension conflictuelle non pas au niveau interétatique, mais, plus fondamentalement et plus directement, dans les rapports sociaux.

La publication de la thèse de doctorat de Verdiana Grossi, soutenue à l'Université de Genève, nous permet de découvrir en détail le premier courant – le pacifisme bourgeois et libéral – durant le dernier quart de ce siècle-là, alors que l'auteur a volontairement exclu de son enquête le deuxième courant – les pacifismes socialiste, anarchiste et antimilitariste – sans que les raisons en soient clairement explicitées (p. 15 et 167). Dans ce sens, il aurait sans doute été plus précis d'ajouter l'adjectif libéral au titre de l'ouvrage. Toutefois, de par cette focalisation sur le pacifisme le plus en vue, Grossi ne fait en réalité que perpétuer un «oubli» traditionnel qui remonte aux œuvres «classiques» en la matière, dont notamment (par ordre chronologique): *Handbuch der Friedensbewegung* par Alfred Fried (Berlin/Leipzig 1913), *Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le développement du droit international* par Christian L. Lange (Paris 1927), *The History of Peace* par A. C. F. Beales (Londres 1931) et *Pacifism in Europe to 1914* par Peter Brock (Princeton 1972).

Ayant ainsi délimité son champ d'investigation et la période étudiée (du premier Congrès universel de la paix et de la première Conférence interparlementaire tenues en 1889, jusqu'au fracas de la Première Guerre mondiale), Verdiana Grossi choisit d'appréhender le pacifisme libéral par une approche que l'on pourrait qualifier de... libérale (et qu'elle dénomme elle-même prosopographique). En effet, elle ne s'intéresse pratiquement pas aux structures du pacifisme et de son environnement socio-politique, ni aux institutions du mouvement; seuls l'intéressent les militants individuels et leurs idées qu'elle juxtapose patiemment, comme l'on assemblerait les mille pièces d'un puzzle, avec beaucoup de pertinence et d'amour pour le fait singulier. De son propre aveu, elle reste donc volontairement au niveau de «la détermination morphologique du particulier, une étape avant d'aborder le général» (p. 19).

Les aficionados trouveront ici moult trouvailles et anecdotes, car l'auteur s'appuie sur une quantité impressionnante de sources jusqu'alors quasiment inexploitées. C'est précisément la diversité des archives consultées qui fait la force et la richesse du livre. Une bibliographie fort complète de quatre-vingt pages et un appareil critique très bien développé donnent la mesure d'un effort de recherche exceptionnel. Le résultat se présente sous forme d'une multitude de portraits individuels – agrémentés de nombreuses et magnifiques illustrations pour la fidèle reproduction desquelles il faut féliciter la maison d'édition – parmi lesquels ceux des grandes figures pacifistes, à l'instar des Bertha von Suttner, Théodore Ruysen, Norman Angell et autres Baron Paul d'Estournelles de Constant, occupent naturellement une place de premier choix. L'action, tout comme le cheminement personnel et intellectuel de chaque personnalité sont finement retracés; les différentes prises de position à l'égard d'un certain nombre de crises politiques contemporaines (l'affaire Dreyfus, la guerre des Boers, etc.) nous sont détaillées. Enfin, sont mises en évidence les contradictions fondamentales du pacifisme libéral face au spectre de la Grande Guerre, détruisant d'un seul coup tous les

espoirs et projets de paix perpétuelle. Comme le souligne Verdiana Grossi, «sauf à de rares exceptions, la génération des pacifistes en âge de combattre prit les armes» (p. 390). Dès lors, seule persista la question de savoir s'il fallait ou non, et le cas échéant sous quelles conditions, cesser les hostilités en faveur de négociations. A cet égard, certains des protagonistes tinrent des propos plutôt belliqueux et «jusqu'au-boutistes»; et les pacifistes français et allemands allèrent jusqu'à interrompre toute forme de relation et de collaboration entre eux.

Ainsi, par touches successives, l'auteur nous brosse un tableau du pacifisme où prédomine l'idée de la foncière singularité de chaque acteur, sinon de son destin. Comme le relève Jacques Bariéty dans la préface, «le lecteur prend conscience de l'importance que les problèmes de personnes tinrent dans le mouvement pacifiste...» (p. XIV). Au-delà de ce constat, on peut affirmer que l'approche méthodologique utilisée – la juxtaposition de biographies individuelles – limite d'emblée la portée heuristique de l'étude, mais permettra peut-être ultérieurement, comme le souhaite l'auteur, «de dégager une typologie du pacifiste qui ouvre ainsi la perspective à une analyse comparatiste» (p. 18). Dans cette perspective, l'ouvrage de Grossi constitue effectivement un sondage préliminaire, à maints égards indispensable, qui précéderait une future étude davantage tournée vers la conceptualisation. Le terrain est désormais inventorié et balisé; il s'agit maintenant de comprendre sa structure.

*Klaus-Gerd Giesen, Louvain*

Rolf-Dieter Müller, Gerd R. Ueberschär: **Kriegsende 1945. Die Zerstörung des Deutschen Reiches.** Frankfurt a. M., Fischer 1994. 259 S. (Die Zeit des Nationalsozialismus. Eine Buchreihe).

Dieses preisgünstige Taschenbuch bietet mittels Texten, einigen Bildern und etlichen Dokumenten, meist in Auszügen, einen guten Einstieg in das Thema, das ja seit der Wiedervereinigung und dem Zusammenbruch der UdSSR erneut in die Schlagzeilen gekommen ist. In zehn Kapiteln werden die verschiedensten Aspekte der Endphase des Dritten Reiches und der Politik und Kriegsführung der Alliierten dargestellt. Nach der Gegenüberstellung der Hitlerschen Kriegspolitik gegen die alliierte Deutschlandpolitik wird in drei weiteren Kapiteln das Alltagsleben in Deutschland erörtert. Das harte Los der Frauen, die entweder als Helferinnen in der Wehrmacht oder als Arbeiterinnen in der Industrie zusätzliche Aufgaben zu übernehmen hatten und dies unter den fast terrorartigen Luftangriffen der Alliierten auf Städte und Rüstungsbetriebe. Dem verzweifelten Versuch des NS-Regimes, durch ein letztes Aufgebot den Endsieg doch noch zu erringen, steht der kontinuierliche Vormarsch der Alliierten entgegen, dem auch die durch lauteste Propaganda angekündigten «Wunderwaffen» nichts mehr anhaben konnten (Kap. 5). Die zwei folgenden Abschnitte befassen sich mit dem Ende Hitlers und seiner Getreuen sowie dem der Regierung Dönitz', die wegen der alliierten Forderung der bedingungslosen Kapitulation die Hoffnung einer Kontinuität Deutschlands aufgeben musste. Der für kurze Zeit gewonnene Lebensraum im Osten musste der Roten Armee preisgegeben werden, und dies verursachte massenhafte Bevölkerungsbewegungen gegen Westen. Der achte Teil zeigt auf, dass sich der vorerst eher planmäßige Rückzug bald in eine Flucht vor den Ausschreitungen der Rotarmisten verwandelte, und schliesslich wurde die deutsche Bevölkerung infolge der Grenzverschiebung gegen Westen fast systematisch in den Westen getrieben. Vor den Schlussfolgerungen, die das wirkliche Ende des